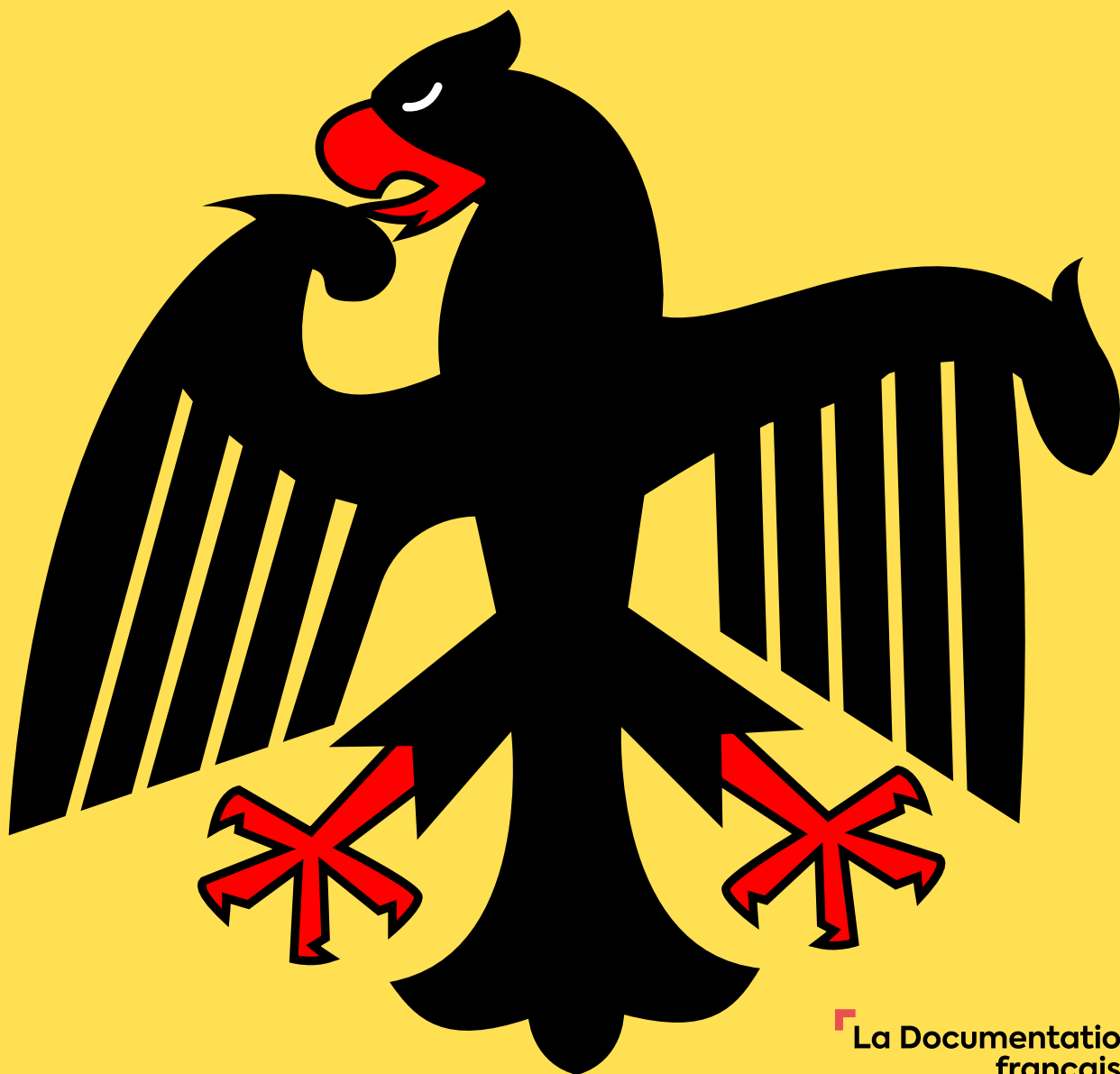


Allemagne

Changement d'époque



Sommaire



Détail du mur de Berlin. © Wikicommons

Dossier

Allemagne : changement d'époque

4 Ouverture – Allemagne, mue d'une puissance

Sabine Jansen

13 L'Allemagne au défi de ses héritages et de ses choix

Hélène Miard-Delacroix

25 L'Allemagne, entre certitudes et doutes

Entretien avec Claude Martin

37 Une cartographie politique en pleine évolution

Stefan Seidendorf

47 Le modèle économique allemand en question

Sander Tordoir et Shahin Vallée

61 Peut-on encore parler de modèle social allemand ?

Arnaud Lechevalier

73 **La politique étrangère de l'Allemagne : une transformation inachevée**

Hans Stark

83 **L'Allemagne en Europe : une approche plus géopolitique, un inconfortable leadership**

Claire Demesmay

96 **La guerre d'Ukraine et l'environnement stratégique de l'Allemagne**

Bernard Chappedelaine

Et les contributions de

*Christine de Gemeaux (p. 33),
Éric-André Martin (p. 57),
Claire Demesmay (p. 69),
Hans Stark (p. 80)
et Bernard Chappedelaine (p. 92).*

Questions européennes

106 **Le « nœud » du Kosovo**
Jean-Arnault Dérens

Regards sur le monde

115 **Les pratiques de la diplomatie française envers les Français de l'étranger**

Christian Lequesne

Histoires de Questions internationales

123 **À la recherche de la paix perpétuelle**

Philippe Moreau Defarges

Itinéraires de Questions internationales

130 **Vancouver, ville mondiale**
Françoise Thibaut

Abstracts

Liste des cartes et encadrés

136 et 139

→ POUR ALLER PLUS LOIN

L'Allemagne face au révisionnisme russe

La Seconde Guerre mondiale illustre dramatiquement les relations tourmentées entretenues par Berlin et Moscou au cours du XX^e siècle, « âge des extrêmes », qui a vu deux États totalitaires s'allier au détriment de leurs voisins, avant de se livrer un combat à mort. L'URSS joue un rôle central dans la division de l'Allemagne lors de l'après-guerre, puis dans sa réunification en 1990.

Après la chute du Mur, Berlin et Moscou développent un partenariat substantiel fondé sur un dialogue politique et des relations économiques denses. Vladimir Poutine, qui a vécu à Dresde pendant la « *perestroïka* », célèbre, en 2001 devant le Bundestag, la proximité des deux pays. En 2005, dans un entretien conjoint avec le chancelier Schröder, il affirme que l'Allemagne a tiré les bonnes conclusions des horreurs de la Seconde Guerre mondiale, traversé une période de repentance et créé des mécanismes destinés à empêcher la répétition des tragédies du passé.

En 2009, lors du 20^e anniversaire de la chute du Mur, Vladimir Poutine se félicite de la qualité nouvelle des relations entre la Russie et l'Allemagne, et du sentiment de confiance et de reconnaissance qui s'est instauré. Mais le tournant conservateur et nationaliste engagé en 2011-2012, après son retour contesté au Kremlin, conduit le président russe à utiliser l'histoire de l'Allemagne contemporaine pour justifier des violations croissantes du droit international.

L'unité allemande et la « nation russe » divisée

Au lendemain de l'annexion de la Crimée, le 18 mars 2014, Vladimir Poutine rappelle aux Allemands l'attitude positive de Moscou dans le processus de restauration de leur unité : « Je suis certain que vous ne l'avez pas oublié et j'attends des citoyens allemands qu'ils appuient également la volonté du monde russe, de la Russie historique de rétablir son unité. » En octobre 2020, V. Poutine rappelle le rôle décisif joué par l'URSS dans l'unification de l'Allemagne. Il avance de nouveau qu'il ne faut pas séparer ce

qui forme « un tout ». Dès lors qu'un peuple aspire à l'unité, il n'y a pas lieu de contrecarrer cette volonté, personne n'y gagnera, estime-t-il.

Ce thème de la « nation divisée », victime de frontières tracées arbitrairement – évoqué dès 2005 quand V. Poutine qualifie la disparition de l'URSS de « plus grande catastrophe géopolitique du XX^e siècle » –, ainsi que d'un régime « nazi » en Ukraine constitue un leitmotiv du discours officiel russe pour justifier la guerre contre l'Ukraine¹. C'est l'un des principaux arguments employés par V. Poutine dans ses allocutions des 21 et 24 février 2022, qui annoncent l'invasion de l'Ukraine. La Russie fait de l'agression de son voisin la poursuite de la « Grande Guerre patriotique » afin d'écarter du pouvoir les « ukronazis ». Quelques semaines plus tard, le président russe fustige les mauvais traitements qui seraient infligés à ses compatriotes et à la culture russe à l'étranger, qui lui rappellent « les pogroms antisémites dans l'Allemagne nazie des années 1930 ».

L'attitude positive envers l'unité allemande, utilisée par Moscou pour justifier son révisionnisme, coexiste avec une mise en question de la réunification. Dès 2014, en réaction aux critiques venant notamment de Berlin sur l'annexion de la Crimée, un député communiste russe propose une résolution « condamnant l'annexion de la RDA par la RFA en 1989, d'autant qu'à la différence de la Crimée aucun référendum n'a été organisé ». En 2023, cette thèse d'une annexion de la RDA par la République fédérale est soutenue officiellement. Le nouveau manuel d'histoire russe n'évoque plus la réunification de l'Allemagne, mais affirme qu'« en 1990 a eu lieu l'annexion par la RFA de l'Allemagne orientale ».

Konstantin Kossatchev, vice-président du Conseil de la Fédération russe, voit dans le soutien militaire apporté à l'Ukraine par Berlin une violation de l'esprit du traité « 2+4 » portant règlement définitif

¹ Marlène Laruelle, « Russia as a "Divided Nation", from Compatriots to Crimea », *Problems of Post-Communism*, vol. 62, n° 2, 2015, p. 88-97.



↑ Le 1^{er} septembre 2020, Jozef Kolesnicki (à droite), soldat de l'armée polonaise intégré dans l'Armée rouge ayant participé à la prise de Berlin en 1945, accueille un ancien soldat polonais lors de l'inauguration à Berlin d'un mémorial aux victimes polonaises du nazisme. Le monument vise à combler le vide mémoriel entourant l'occupation de la Pologne par l'Allemagne.

© Fabian Sommer / DPA Picture-Alliance via AFP

concernant l'Allemagne², signé à Moscou en 1990, notamment de son article 2, qui dispose que seule la paix émanera du sol allemand. Fiodor Loukianov, politologue proche du Kremlin, affirme que, « si l'on considère l'esprit et non la lettre du traité, il n'y a pas de doute que ce qui se passe aujourd'hui va très au-delà du cadre prévu en 1990 ». À plusieurs reprises, Vladimir Poutine conteste que l'Allemagne ait recouvré sa souveraineté, affirmant que, « formellement et juridiquement, des troupes d'occupa-

² « Vertrag vom 12. September 1990 über die abschließende Regelung in Bezug auf Deutschland (Zwei-plus-Vier-Vertrag) », www.auswaertiges-amt.de/de/ausussenpolitik/regelbasierte-internationale-ordnung/voelkerrecht-internationales-recht/-/240218.

tion américaines se trouvent sur le territoire de la République fédérale, c'est un fait ».

La prétendue résurgence du nazisme dans les élites allemandes et ukrainiennes

L'invasion de l'Ukraine conduit la Russie à intensifier la concurrence des mémoires et à mettre en avant l'idée d'un « génocide du peuple soviétique » dont le symbole est Leningrad, assiégé pendant près de 900 jours par la Wehrmacht entre 1941 et 1944. Le 27 janvier 2024, journée également dédiée à la commémoration de la Shoah, Vladimir Poutine inaugure à Saint-Pétersbourg un monument à la mémoire de la population civile de l'URSS, « victime du génocide nazi lors de la Grande Guerre patriotique ».

Il s'agit, pour le Kremlin, d'éviter un possible parallèle entre la Russie poutinienne et l'Allemagne nazie, d'adopter une posture victimaire, afin que les Occidentaux, l'Allemagne en particulier, aient le sentiment d'une dette morale à l'égard de la Russie,

de justifier sa guerre en Ukraine et de relativiser la « grande famine » (Holodomor) des années 1930 en Ukraine, reconnue comme un génocide par plusieurs pays occidentaux.

La résolution adoptée le 22 mars 2023 par la Douma russe reconnaît ainsi le « génocide du peuple soviétique commis par les envahisseurs nazis allemands et leurs complices ». Elle juge « particulièrement cyniques » les tentatives des autorités allemandes « de promouvoir une thèse fautive sur la prétendue responsabilité conjointe et l'assimilation de l'Allemagne hitlérienne avec l'URSS, couplée avec le désir de faire porter à notre pays la responsabilité du déclenchement du conflit le plus important et le plus meurtrier de l'histoire moderne³ ». Les députés russes accusent Berlin de rejeter toute action destinée à perpétuer la mémoire des millions de citoyens soviétiques et de « refuser systématiquement de payer des compensations aux résidents de Leningrad ».

En mars 2024, le ministère russe des Affaires étrangères (MID) demande officiellement à l'Allemagne de reconnaître le siège de Leningrad comme un « génocide », et d'indemniser tous les survivants de la ville assiégée et les autres victimes des crimes commis contre les peuples de l'URSS⁴.

L'accroissement des livraisons d'armes allemandes à l'Ukraine vaut à Berlin des accusations de plus en plus violentes. En mai 2023, le ministre russe des Affaires étrangères affirme que, « comme on le constate au vu de leurs actes, les dirigeants allemands actuels ont hérité d'un grand nombre de gènes nazis ». « En déclarant que l'Ukraine verse son sang pour les valeurs européennes, ils s'associent au régime néonazi qui ne dissimule pas sa politique de réhabilitation des criminels, des marches du bataillon Azov et de sa symbolique SS », accuse Sergueï Lavrov.

En janvier 2024, le même ministre russe des Affaires étrangères accuse l'Allemagne de vouloir éliminer les lieux de mémoire qui entretiennent le souvenir de la

Seconde Guerre mondiale, tel le musée germano-russe Berlin-Karlshorst. « Nous constatons une dégradation des bases sur lesquelles s'est développée la société allemande d'après-guerre, et qui lui ont conféré son identité et le respect dans le monde », affirme encore Sergueï Lavrov, qui croit déceler le retour des « instincts », ce qu'il juge « inquiétant ».

La porte-parole du MID explique le soutien apporté par Berlin au « régime nazi de Zelensky » par le fait que ce sont « les descendants des nazis qui sont au pouvoir en Allemagne ». La publication par des médias russes, en mars 2024, du contenu des conversations d'officiers de la Bundeswehr qui évoquent la livraison possible à l'Ukraine de missiles Taurus – objet d'une vive controverse en Allemagne – conduit Maria Zakharova à s'interroger sur le nombre de ministres allemands « associés d'une manière ou d'une autre au passé nazi de leurs ancêtres », visant particulièrement Annalena Baerbock, la ministre fédérale des Affaires étrangères allemande depuis 2021. Ces révélations montrent, d'après la représentante du MID, que « les Allemands ne sont pas totalement dénazifiés ».

Une instrumentalisation du passé critiquée en Allemagne

Les autorités allemandes contestent naturellement les rapprochements hasardeux auxquels se livre le Kremlin et la thèse de la poursuite de la Grande Guerre patriotique pour combattre un « régime nazi » en Ukraine. Elles ont aussi réagi à la mise en cause de la souveraineté de leur pays, soulignant que, conformément à l'article 7 § 2 du traité de Moscou, « le 3 octobre 1990, l'Allemagne a recouvré sa pleine souveraineté étatique » et que le régime d'occupation de la RFA avait pris fin dès 1955, lors de l'entrée en vigueur des accords de Bonn, conclus par la RFA et ses alliés occidentaux.

De même rejettent-elles la thèse d'une annexion de la RDA par la RFA. S'agissant des accusations de « génocide », le gouvernement fédéral fait valoir qu'il a qualifié le blocus de Leningrad de « terrible crime de guerre » et qu'à l'occasion du 80^e anniversaire de la levée du siège de la ville l'ambassade d'Allemagne en Russie a organisé plusieurs cérémonies à la mémoire des victimes.

³ Déclaration de la Douma d'État de la Fédération de Russie, « On the Genocide of the Peoples of the Soviet Union by Germany and its Accomplices during the Great Patriotic War of 1941-1945 », 22 mars 2023 ; <http://duma.gov.ru/en/news/56676/>.

⁴ Agence Tass, « Russia demands Germany officially recognize siege of Leningrad as act of genocide », 18 mars 2024 ; www.tass.com/politics/1761509.

Quant à l'indemnisation de ces dernières, le ministère allemand des Affaires étrangères rappelle qu'en 2019 les ministres des Affaires étrangères des deux pays ont publié une déclaration commune dans laquelle l'Allemagne annonce un « geste humanitaire » de 12 millions d'euros destiné à financer la modernisation d'un hôpital accueillant les vétérans et la construction d'un lieu de rencontres germano-russes⁵, qui s'ajoute à l'indemnisation des travailleurs forcés originaires de l'ex-URSS.

Bernard Chappedelaine

Ancien fonctionnaire du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Il contribue aujourd'hui régulièrement aux travaux de l'Institut Montaigne

⁵ Felix Ackermann et Gundula Pohl, « Gerichtsurteil gegen einen Toten », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 9 avril 2024.



**PARIS
89 FM**



MARIE-FRANCE CHATIN

GÉOPOLITIQUE

SAMEDI ET DIMANCHE À 18H40 TU

Des experts confrontent leurs regards sur l'actualité internationale

En  à Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Toulouse et Strasbourg

